

**UNE BASE  
DE DONNÉES  
DES MAISONS  
DE SANTÉ**

La FNMF lance la constitution d'une base de données nationale des maisons de santé. Un questionnaire a été envoyé aux groupements afin de recueillir des informations sur « les structures existantes ou en projet pour lesquelles [ils auraient été] sollicités », mais aussi pour celles dont ils auraient connaissance. Les résultats de cette enquête seront présentés lors du Conseil des services de soins et d'accompagnement mutualistes (Cssam) du 20 mai. La Mutualité Française entend participer activement à ces maisons et pôles de santé afin de « soutenir le développement d'une offre de premier recours de proximité », comme le rappelle la circulaire accompagnant le questionnaire. [Cliquer ici](#) pour remplir le questionnaire



# Bretagne : adapter le poste de travail aux salariés handicapés

**Adaptech Bretagne, à Rennes (Ille-et-Vilaine), aménage le poste de travail des personnes en situation de handicap. Cette structure est gérée par la Mutualité Française Ille-et-Vilaine. Elle a effectué plus de 160 interventions en 2009.**

**D**es « souris » verticales, des claviers incurvés, des supports de bras articulés et des repose-poignets... Adaptech Bretagne, structure gérée par la Mutualité Française Ille-et-Vilaine, dispose d'une grande variété d'équipements de bureau aux formes parfois surprenantes. Ce matériel informatique et bureautique est destiné à compenser et à aménager les postes de travail des personnes en situation de handicap. Cette structure intervient dans toute la région Bretagne.

Initialement créée pour répondre aux besoins des personnes atteintes d'un handicap moteur depuis leur naissance ou du fait d'un accident, Adaptech Bretagne intervient dans 60 % des cas en faveur de personnes victimes d'un trouble musculo-squelettique (TMS) acquis au cours de leur vie

professionnelle. Le cas typique est, par exemple, celui de salariés des chaînes d'abattage de poulets qui ne peuvent plus continuer ce travail du fait de douleurs au dos, à l'épaule, au coude ou au poignet.

Ces TMS résultent des gestes répétitifs effectués à des cadences rapides.

« On leur propose alors un reclassement professionnel sur un poste administratif », ●●●

## LES STRUCTURES DE MAINTIEN OU DE RETOUR À L'EMPLOI

- Le Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) a pour mission de développer l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises du secteur privé. Il apporte des aides, des conseils et l'appui d'un réseau de partenaires travaillant en synergie pour préparer, insérer et consolider dans l'emploi.
- Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) vise à favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées au sein des trois fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière. Il poursuit, à ce titre, des objectifs similaires à ceux de l'Agefiph. Le FIPHFP et l'Agefiph mobilisent le réseau Cap Emploi, pour la formation et l'appui au maintien dans l'emploi.
- Les services d'appui au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (Sameth) ont été développés par l'Agefiph dans chaque département. Les études réalisées sur les parcours professionnels des personnes handicapées montrent que l'inaptitude est à l'origine de près de 25 % des licenciements.
- Cap emploi est un réseau national d'organismes de placement spécialisés assurant une mission de service public et dédiés à l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Présents dans chaque département, les conseillers Cap emploi apportent un service de proximité aux employeurs et aux personnes handicapées pour toutes les questions liées au recrutement et au parcours vers l'emploi. Ce service est financé par l'Agefiph, le FIPHFP et par Pôle emploi.

M. L.

## UN « BUREAU DE MINISTRE » !

« J'ai mis dix jours à m'habituer à la nouvelle souris, mais elle m'a changé la vie ! »

La jeune femme qui prononce ces paroles a bénéficié de l'intervention de Pascale Gauchet, ergothérapeute responsable d'Adaptech Bretagne. Coralie Legrand, 28 ans, est téléconseillère depuis cinq ans au Crédit agricole, à Rennes (Ille-et-Vilaine). Atteinte du syndrome de Little, une maladie qui se traduit par une paralysie plus ou moins importante des deux membres supérieurs ou inférieurs, elle travaillait à temps plein depuis 2005 jusqu'à ce qu'une aggravation de son état de santé l'empêche de poursuivre cette activité professionnelle. Après une période d'arrêt maladie, elle a repris son emploi grâce à l'intervention d'Adaptech Bretagne, suite à la demande du médecin du travail.

« Après une matinée pour analyser mon poste, nous avons défini mes besoins », explique Coralie. Son bureau « de ministre », comme le décrivent ses collègues de travail, est doté de plusieurs équipements : « J'ai des appuis-coude, qui me permettent de poser mes bras lorsque je suis en situation d'écoute-client ainsi qu'une souris qui m'évite d'avoir à déplacer mes avant-bras. Ce mouvement réveille des tendinites aiguës de la base du crâne au bout des doigts ! », indique la



jeune femme. La souris se présente sous la forme d'un long cylindre disposé devant son clavier. Coralie déplace un doigt vers la droite ou la gauche pour positionner le curseur à l'endroit voulu sur l'écran. Elle le fait rouler pour aller du haut en bas de l'écran.

Autre équipement : un pupitre. Il « me permet de diminuer l'effort à fournir par mon poignet et mon avant-bras », précise Coralie. Elle recevra prochainement un écran surélevé et plus large. Ainsi, les caractères pourront s'afficher dans une taille plus importante, ce qui lui occasionnera moins de fatigue visuelle. Dernier aménagement : un tapis de sol. Placé sous son fauteuil, il permettra à celui-ci de se déplacer plus facilement. Auparavant, « je m'aïdais de mes bras pour me rapprocher du bureau », ce qui constituait un effort important et douloureux, amplifié du fait de la présence de moquette au sol.

M. L.

A son poste de travail, installé suite à l'intervention d'une ergothérapeute de Adaptech Bretagne, Coralie Legrand dispose d'appuis-coude, d'une souris en forme de cylindre posé devant son clavier et d'un pupitre. Ainsi, elle économise les mouvements de ses avant-bras, très douloureux pour cette téléconseillère.

ce », commente l'ergothérapeute. Après cette analyse détaillée, cette professionnelle de santé recherche le matériel de compensation le plus adapté pour éviter le déclenchement des douleurs. « S'il n'est pas en stock, nous le commandons. Nous élargissons ainsi notre gamme », indique Pascale Gauchet.

Les équipements sont laissés en prêt, puis récupérés après plusieurs semaines d'essais. Si celui-ci est concluant, il est acheté, avec un financement de l'employeur et une subvention de l'Agefiph, pour les entreprises du secteur privé, et du FIPHFP pour le secteur public. « Il doit avant tout être accepté par la personne, sinon, il ne sera pas utilisé ! », remarque Pascale Gauchet.

« La prestation d'Adaptech Bretagne est facturée au forfait, afin de ne pas pénaliser par des frais de transport importants les personnes éloignées géographiquement de Rennes », explique l'ergothérapeute. Elle est prise en charge par l'Agefiph ou le FIPHFP. Trois salariées sont actuellement en poste : deux ergothérapeutes, et une assistante administrative, pour 167 interventions réalisées en 2009. Pour la responsable d'Adaptech, en 2010, « il faudra agrandir les locaux ».

➔ Milène Leroy



Imprimer cet article en format texte

●●● explique Pascale Gauchet, ergothérapeute et responsable du service Adaptech Bretagne. L'objectif est double : permettre à ces salariés d'effectuer ce travail sans réveiller les douleurs déjà installées, mais aussi éviter l'apparition d'un autre TMS. En effet, ces postes de travail sont aussi pourvoyeurs de ce type de pathologies.

## ANALYSER LA RÉALITÉ DU TRAVAIL

Les personnes sont adressées principalement par les médecins du travail, mais aussi par Cap emploi, le Sameth, l'Agefiph ou le FIPHFP (lire Repères ci-contre) après la reconnaissance du handicap. Elles sont

## Repères

Adaptech Bretagne réalise une veille technologique sur les aides techniques informatiques et diffuse une lettre d'information vers ses partenaires. Cette structure a bénéficié d'une subvention de la part de la Fondation Paul Benetot afin d'enrichir le stock de matériel disponible. Pour découvrir ses services : [www.adaptechbretagne.fr](http://www.adaptechbretagne.fr)

en poste, mais parfois au chômage ou en formation. Première étape de l'intervention : « Nous nous rendons sur le lieu de travail afin d'observer la personne dans la réalité de sa tâche. Nous regardons sa posture, ainsi que l'alternance des activités. » Celle-ci permet de rompre la répétition ou autorise un changement de posture, explique Pascale Gauchet.

Cette observation et évaluation des besoins sont réalisées minutieusement car elles conditionnent la réussite de l'adaptation. Par exemple, « nous prenons des photos de la personne. Souvent, lorsqu'elle se voit, elle s'étonne de sa posture car elle n'en avait pas conscien-

## Solvabilité 2 : France et Pays-Bas font cause commune

La France et les Pays-Bas auront-ils suffisamment de poids pour infléchir les décisions de la Commission européenne au sujet de Solvabilité 2 ? Forts de leur importance sur le marché européen de l'assurance santé (ils représentent à tous les deux plus de la moitié de ce marché), les deux pays tentent de convaincre Bruxelles de « revoir à la baisse les calibrages prévus pour le module santé de la forme standard de cette directive », annoncent **Les Echos** (page 28).

Crise oblige, le Comité européen des superviseurs d'assurance (Ceiops) avait en effet opté cet été pour « un serrage de boulons généralisé sur tous les risques modélisés dans la formule de calcul de l'exigence cible de capital (SCR) des assureurs ». En matière d'assurance santé, les conséquences d'une telle décision se traduisent par une forte augmentation de l'exigence en capital. Cet automne, la Mutualité avait calculé que le surcoût en capital pour les mutuelles atteindrait 2,7 milliards d'euros, soit un quasi-doublement.

En l'état, explique le quotidien économique, cette « formule standard » n'intègre pas les spécificités des marchés français et néerlandais.

« Les deux pays plaident donc pour que la diversité des situations européennes soit prise en compte, plutôt que de caler la formule du risque maximal, sans vérifier si cela correspond à une quelconque réalité », souligne le journal à l'appui d'une étude diligentée par la Mutualité Française et le Centre technique des institutions de prévoyance (Ctip). D'autant que, comme le fait valoir le directeur général de la FNMF, Jean-Martin Cohen Solal, les mutuelles ont « parfaitement résisté à la crise, sans dégradation de leurs fonds propres ». Face à de telles exigences, « faute d'actionnaires auprès de qui lever du capital, le seul levier [pour les mutuelles et les institutions de prévoyance] serait d'augmenter les cotisations », indiquent **Les Echos**. « Sous prétexte de défendre l'adhérent, on le pénalise de manière indue, assure Jean-Martin Cohen Solal. Cela va provoquer le résultat inverse de celui recherché, avec un risque d'exclusion des soins.

### LES INQUIÉTUDES DES GÉNÉRALISTES

Ce week-end se tenait à Lille le congrès de MG-France, le premier syn-

dicat des médecins généralistes, occasion pour la profession d'exprimer ses préoccupations. « Le contexte est, en tout cas très compliqué, rapporte **Libération** (pages 12 et 13). Un grand nombre de jeunes diplômés de médecine ne veulent plus s'installer, cherchant d'autres formes d'exercice. » Selon le président du syndicat, le Dr Claude Leicher, « sur 100 médecins formés, moins de 10 % vont s'installer en libéral ».

De plus, les dix années à venir menacent d'être problématiques en matière de démographie médicale. Selon les chiffres du ministère de la Santé, si on compte actuellement 203 000 médecins en France, ce nombre devrait chuter de 10 % en 2025, en raison des départs à la retraite. Ce qui fait « craindre le développement de véritables déserts médicaux en France, non seulement dans des régions peu peuplées mais aussi dans les banlieues des grandes villes ». La densité médicale devrait alors s'établir à 283 médecins pour 100 000 habitants.

➤ **Frédéric Lavignette**

### SANTÉ

– « **Un nouveau concept : l'espérance de vie sexuelle.** » Selon une étude parue dans le *British Medical Journal*, la longévité de l'activité sexuelle est plus prononcée chez les hommes que chez les femmes. Parmi les 75-85 ans, 40 % des hommes sont encore sexuellement actifs alors que la proportion n'est que de 16,8 % chez les femmes. Les auteurs de l'étude suggèrent donc la création d'un nouvel indicateur baptisé l'espérance de vie sexuelle active. **Le Figaro** page 11.

– « **Déception pour le Sidaction.** » Près de 5,1 millions d'euros de promesses de dons ont été enregistrées à la fin du Sidaction, contre 5,8 millions l'an passé à la même heure. **Le Parisien/Aujourd'hui** page 11.

### SOCIAL

– « **La santé, nouvel eldorado des assureurs.** » Le marché de l'assurance santé-prévoyance individuelle poursuit sa croissance. En 2008, il représentait 9,3 milliards d'euros de chiffres d'affaires, soit 6,9 % de plus qu'en 2007. Ce développement s'explique par la dérive des frais de soins et le sous-équipement des Français en matière de prévoyance individuelle. Cinq groupes se partagent ce marché : 3 bancassureurs (BNP Paribas, Crédit agricole, Crédit mutuel) et 2 mutuelles sans intermédiaires (Macif et Maif). **Les Echos** page 17.

– « **L'AP-HP a enregistré un déficit de 96 millions en 2009.** » Des travaux dans l'immobilier et les efforts engagés dans l'informatique

expliquent en partie le montant record des investissements : 593 millions d'euros. L'AP-HP comptait fin décembre, 71 678 « équivalents temps plein », plus 2 887 en CDD, soit un recul de 597 équivalents temps plein en un an. Les effectifs médicaux sont stables, avec « 9 000 équivalents temps plein ». Dans un débat, sur la rentabilité de l'hôpital, le président de l'AP-HP, Jean-Marie Le Guen, et le nouveau patron de la Fédération de l'hospitalisation privée, Jean-Loup Dourousset, partagent les mêmes observations. **Le Figaro** page 25 et **La Tribune** page 12.

– « **Les Hospices civils de Lyon font leur révolution.** » Afin de réduire leur déficit, la direction du deuxième CHU de France a fait appel à quatre cabinets privés de management extérieurs. **Les Echos** page 11.

### ET AUSSI

● La trithérapie d'urgence reste encore peu connue alors qu'elle permet de réduire le risque de contamination face au sida de 80 %. **Le Monde** page 22.

● La seule façon d'éviter une reprise de poids après un régime est l'exercice physique. **Le Figaro** page 11.

● Journées portes ouvertes, demain, chez les gastro-entérologues dans le cadre de la campagne d'information sur le cancer du côlon. **Le Parisien/Aujourd'hui** page 11.

● Les hôpitaux face aux accidents médicaux qu'ils occasionnent. **La Croix** page 11.

# AGENDA

## MARS

### 29 MARS

• « Café avenir recherche inaugural » des 4<sup>e</sup> Journées de l'avenir organisées par la Fondation de l'avenir. Le directeur général de la Mutualité Française, Jean-Martin Cohen Solal, remettra à cette occasion un don de 25000 euros à cette fondation pour le soutien à la recherche médicale appliquée.

Lieu : Paris.

Information et inscription :  
Armelle Genuit  
au 01 40 43 23 78

[infocom@fondationdelavenir.org](mailto:infocom@fondationdelavenir.org) (nombre de places limité).

• Conférence sur le thème : « *Le dépistage des cancers, une bonne habitude de santé* », organisée par la Mutualité Française Midi-Pyrénées dans le cadre des Rencontres santé.  
Lieu : Tarbes (Hautes-Pyrénées).  
Information : Eve Jaumes  
au 05 62 15 02 77

• Conférence-débat sur le thème : « *Nutrition et cancer* », organisée par la Mutualité Française Midi-Pyrénées et la mutuelle Santévie.

Lieu : Foix (Ariège).

Information : Eve Jaumes  
au 05 62 15 02 77

### 29 ET 30 MARS

Ateliers sur les gestes qui sauvent organisés par la Mutualité Française Ile-de-France : démonstrations et initiation aux gestes de premiers secours animée par l'association française de cardiologie Ile-de-France.  
Lieu : Créteil (Val-de-Marne).  
Contact : Sotheara Van  
au 01 40 46 39 54

### 30 MARS

• Evaluation de l'acuité visuelle et auditive, proposée dans le cadre des Rencontres santé par la Mutualité Française Franche-Comté, avec les Opticiens et l'Audition mutualistes.

Lieu : Audincourt (Doubs).

Contact : Angèle Labbé  
au 06 87 79 72 62

• Journée d'information sur la prévention des cancers digestifs par endoscopie, organisée par la Mutualité Française Languedoc-Roussillon dans le cadre des Rencontres santé. Lieu : Perpignan (Pyrénées-Orientales).

Information : Françoise Bernard  
au 04 68 51 91 23  
ou 04 68 51 91 21

• Conférence-débat sur le diabète organisée par l'Association française des diabétiques et la Caisse primaire d'assurance maladie du Tarn (Cpam), avec la participation de la Mutualité Française Midi-Pyrénées.

Lieu : Albi (Tarn)  
Information : Eve Jaumes  
au 05 62 15 02 77

### 31 MARS

• Groupe de parole intitulé « Parents d'enfants handicapés ». Cette Rencontre santé est mise en place par la Mutualité Française Alsace. Elle se tiendra également le 21 avril.

Lieu : Schiltigheim (Bas-Rhin).  
Jamila Boukala : [j.boukala@mf-alsace.com](mailto:j.boukala@mf-alsace.com)

• Remise du prix Solidarité 2010 au roman *La grand-mère de Jade*, de Frédérique Deghelt, à l'occasion du Salon du livre, par Harmonie Mutuelles. Ce prix dis-

## SOLUTIONS MOTS CROISÉS N° 199

par Briac Morvan

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	U	B	I	Q	U	I	T	A	I	R	E
II	R	E	A	U	S	C	U	L	T	E	R
III	I	G	L	E	S	I	A	S	■	V	I
IV	N	A	T	T	E	■	B	A	D	E	N
V	I	R	A	I	■	U	L	C	E	R	E
VI	F	D	■	O	R	T	E	I	L	S	■
VII	E	■	A	N	E	E	■	E	U	E	S
VIII	R	A	S	S	U	R	A	N	T	E	S
IX	E	C	O	■	S	O	N	■	E	S	O

### Précisions :

SSO : Sud-sud-ouest,

ESO : European Southern Observatory

tingue « *un roman français illustrant l'entraide, la générosité, la tolérance et le respect de la personne humaine* », précise ce groupement. Lieu : Paris, porte de Versailles.

Anne Noirod : 01 46 34 60 60

## AVRIL

### 6 AVRIL

Rencontre santé sur le thème : « *Bien manger pour mieux vivre ! Votre alimentation est votre meilleur médicament* », organisée par la Mutuelle Unéo.

Lieu : Metz (Moselle).

Information : Marie Rouessard  
au 01 49 65 35 15

### 8 ET 9 AVRIL

• Sixièmes Journées de la prévention organisées par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes). Au programme : le sport et la santé, la place des collectivités territoriales pour la qualité de vie des populations, la promotion de la santé à l'école ou

encore la prévention des cancers. Lieu : Paris.

Informations : [journees-prevention.inpes.fr](http://journees-prevention.inpes.fr)

• Forum santé consacré aux dépistages, organisé par la Mutualité Française Franche-Comté. Au programme : dépistage de l'hypertension, de la glycémie, du cholestérol. Des tests auditifs et visuels, à caractère médical, sont également organisés.

Lieu : Valdoie (Territoire de Belfort).  
Information : Angèle Labbé  
au 06 87 79 72 62

### 9 AVRIL

Théâtre-forum intitulé « *A table !* ». Cette manifestation organisée par la Mutualité Française Ile-de-France est consacrée au rôle du repas familial comme moment d'éducation à la nutrition.

Lieu : Mantes la Ville (Yvelines).  
Information : Cécile Espaignet  
au 01 40 46 12 52

AFIM. 255, rue de Vaugirard. 75719 Paris cedex 15. Télécopie: 01 56 08 40 04. [www.mutualite.fr](http://www.mutualite.fr). FNMF, organisme régi par le Code de la Mutualité. **Directeur de la publication** : Anne Moraud – **Coordination éditoriale**: Pascal Lelièvre – **Rédacteur en chef**: Jean-Michel Molins (3478) – **Rédactrice en chef adjointe**: Sabine Dreyfus (3361) – **Secrétaire de rédaction**: Marie-Laure Gros – **Maquettiste**: Jérôme Saillard – **Rédacteurs**: Martine Ciprut (3379), Paula Ferreira (3308), Christophe de La Mure (6286), Milène Leroy (3534), Frédéric Lavignette, John Sutton – **Photographe** : Nathanaël Mergui (sauf crédits photos) – **Tél.** : composez le 01 40 43 suivi du numéro de poste – **Mél.**: prénom.nom@mutualite.fr **Relations presse**: Christelle Cros (6326) – **Emission/ réception**: Christelle Cochet. **Tél.** : 01 40 43 34 73. **Mél.**: [christelle.cochet@mutualite.fr](mailto:christelle.cochet@mutualite.fr)